

ATTESTATION EMPLOYEUR DESTINÉE À France Travail

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.)

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à France Travail
- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi et qu'au terme de son inscription l'attestation employeur lui est demandée (le salarié effectuera sa demande sur le site internet de France Travail : www.francetravail.fr),
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance

Unédic

Attestation annulée et remplacée éditée automatiquement par France Travail le 19/06/2025 14.10 N° d'ordre 250619133418297 N° Ref WSZgFIZbgr807JJSINc1AZ - 1

Logiciel utilisé SILAEXPERT - Norme P25V01 reconstituée à partir des déclarations DSN

1. l'employeur

Nom et adresse :
A S D INTERNATIONAL
310 ROUTE DU VALLON
Immeuble I Atlas Les Bouillides
N° SIRET : 4 5 3 2 9 3 9 0 4 0 0 0 2 6 0 6 5 6 0 VALBONNE
Code APE/NAF : 6 4 2 0 Z
Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31 12 écoulé :
Nombre total de salariés dans l'établissement au 31 12 écoulé :
No ren inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.)

Employeur en auto assurance Employeur ayant conclu une convention de gestion Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public
N° de la convention de gestion
Code d'affectation N° interne employeur public
Employeur ayant adhéré à titre révocable Employeur ayant adhéré à titre irrévocable
Date d'adhésion Statut du salarié : stagiaire titulaire non titulaire

2. le salarié

Mme ☒ M
Nom de famille (nom de naissance) : DURAND VIEL
Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :
Prénom (s) : EDOUARD
Adresse : 464 CHEMIN DU PETIT FOUR
Code postal : 0 6 6 0 0 Commune : ANTIBES
NIR (n° de Sécurité sociale) : 1 7 7 0 8 9 9 1 3 4 4 0 0 Date de naissance : 1 4 0 8 1 9 7 7
Lieu de naissance :
Ressortissant : ☒ français UE EEE Suisse hors UE et EEE
Niveau de qualification : profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, clergé) 4 0 Statut cadre ou assimilé : oui ☒ non

*voir notice

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

☒ Régime AGIRC-ARRCO CRPN Autres (précisez)
IRCANTEC CNBF

☐ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse)

☐ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? oui ☒ non

4. emploi

☐ Durée d'emploi salarié du 2 1 1 0 2 0 2 1 au 1 5 0 6 2 0 2 5

☐ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement)

☐ Dernier emploi tenu DEVELOPPEUR FULL STACK Dernier lieu de travail (pays) VALBONNE Dépt 0 6

☐ Ancienneté dans l'entreprise moins d'1 an entre 1 an et moins de 2 ans ☒ au moins 2 ans

☐ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle 1 2 0 4 2 0 2 5

☐ Préavis ☒ effectué du 3 0 0 4 2 0 2 5 au 1 5 0 6 2 0 2 5

non effectué payé du au

non payé du au

(motif)

☐ Catégorie d'emploi particulier

travailleur à domicile employé de maison assistant(e) maternel(le), garde d'enfant
autre (précisez)

☐ Horaire de travail Heure

- salarié au forfait oui ☒ non Précisez convention de forfait en heures convention de forfait en jours
hebdomadaire mensuel annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective ou 1 6 9 0 0 ou

- du salarié ou 1 6 9 0 0 ou

- motif en cas de différence travail à temps partiel
autre motif (précisez)

4. emploi

■ Nature du contrat	<input checked="" type="checkbox"/> contrat à durée indéterminée	<input type="checkbox"/> contrat à durée déterminée		
■ Contrat de type particulier :	<input type="checkbox"/> apprentissage	<input type="checkbox"/> professionnalisation	<input type="checkbox"/> CUI-CIE	<input type="checkbox"/> CUI-CAE
	<input type="checkbox"/> contrat d'engagement éducatif	<input type="checkbox"/> emploi d'avenir	<input type="checkbox"/> autre (précisez) :	
■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées				
Congé sabbatique du		au		
Congé sans solde et assimilé du		au		
Période de disponibilité des trois fonctions publiques du		au		
Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée (désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...) du		au		
■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 55 ans et plus au moment de la fin de contrat				
Arrêt maladie du		au		
du		au		
du		au		
du		au		
du		au		
Congé maternité du		au		
Congé paternité du		au		
Congé d'adoption du		au		
Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du		au		
Périodes d'activité partielle ou activité partielle de longue durée :				
du		au		
du		au		
du		au		
du		au		

4. emploi

du au
du au
du au

Autre(s) motif(s) (préciser le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

du au
du au
du au

■ Statut particulier gérant administrateur/PDG/DG membre/Pdt du Directoire
membre du Conseil de surveillance pdt d'une association membre d'un GIE associé/actionnaire
autre (précisez)

5. motif de la rupture du contrat de travail

- ☐ licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire départ à la retraite à l'initiative du salarié
- ☐ licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement rupture conventionnelle
- ☐ licenciement pour motif économique prise d'acte de la rupture de contrat de travail
- ☐ licenciement pour motif économique suite au refus d'un démission
- contrat de sécurisation professionnelle fin de contrat d'apprentissage
- ☐ licenciement pour fin de chantier ou d'opération rupture pour force majeure ou fait du prince
- ☒ licenciement pour autre motif, rupture d'un commun accord d'un contrat à durée
- licenciement pour autre motif déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- (précisez) rupture anticipée du CDD pour faute grave
- autre rupture pour raison économique rupture conventionnelle collective
- (Art L 1233-3 dernier alinéa du C du T) rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité
- fin de contrat à durée déterminée rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
- ou fin d'accueil occasionnel licenciement du collaborateur parlementaire
- refus de CDI¹ (Art 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)
- fin de mission d'intérim démission avec versement d'une indemnité de départ
- rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas volontaire (fonction publique)
- d'incapacité physique constatée par le médecin du travail rupture conventionnelle (fonction publique)
- fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur autre motif
- fin de période d'essai à l'initiative du salarié (précisez le motif à choisir parmi la liste des motifs de fin de contrat dans la
- rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un notice)
- contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un
- contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- mise à la retraite par l'employeur

¹ Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui a été refusé : cochez la case "refus de CDI"

Période de paie		Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire brut servant aux calculs des droits de l'assurance chômage
du	au				
1	2	3	4	5	
01/06/2022	30/06/2022	30/06/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/07/2022	31/07/2022	31/07/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/08/2022	31/08/2022	31/08/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/09/2022	30/09/2022	30/09/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/10/2022	31/10/2022	31/10/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/11/2022	30/11/2022	30/11/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/12/2022	31/12/2022	31/12/2022	169 heure(s)	0 heure(s)	2500 00
01/01/2023	31/01/2023	31/01/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2562 50
01/02/2023	28/02/2023	28/02/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/03/2023	31/03/2023	31/03/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/04/2023	30/04/2023	30/04/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/05/2023	31/05/2023	31/05/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/06/2023	30/06/2023	30/06/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/07/2023	31/07/2023	31/07/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2631 06
01/08/2023	31/08/2023	31/08/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2638 56
01/09/2023	30/09/2023	30/09/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/10/2023	31/10/2023	31/10/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/11/2023	30/11/2023	30/11/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/12/2023	31/12/2023	31/12/2023	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/01/2024	09/01/2024	31/01/2024	49 06 heure(s)	0 heure(s)	774 48
10/01/2024	31/01/2024	31/01/2024	119 94 heure(s)	0 heure(s)	1864 08
01/02/2024	29/02/2024	29/02/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2562 50
01/03/2024	31/03/2024	31/03/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/04/2024	30/04/2024	30/04/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2632 56
01/05/2024	31/05/2024	31/05/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/06/2024	30/06/2024	30/06/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/07/2024	31/07/2024	31/07/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2650 55
01/08/2024	31/08/2024	31/08/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2632 56
01/09/2024	30/09/2024	30/09/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/10/2024	31/10/2024	31/10/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2628 06
01/11/2024	30/11/2024	30/11/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/12/2024	31/12/2024	31/12/2024	169 heure(s)	0 heure(s)	2640 45
01/01/2025	31/01/2025	31/01/2025	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/02/2025	28/02/2025	28/02/2025	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56
01/03/2025	31/03/2025	31/03/2025	169 heure(s)	0 heure(s)	2626 56

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 55 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail)

Période de paie		Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire brut servant aux calculs des droits de l'assurance chômage
du	au				
1		2	3	4	5
01/04/2025	30/04/2025	30/04/2025	169 heure(s)	0 heure(s)	2650 99
01/05/2025	31/05/2025	31/05/2025	169 heure(s)	0 heure(s)	2647 59
01/06/2025	15/06/2025	15/06/2025	78 heure(s)	0 heure(s)	4170 01

6.2 primes et indemnités

ATTENTION les indemnités liées à la rupture du contrat de travail doivent figurer dans la rubrique 6 3

N'indiquez que les primes versées au cours des 25 ou 37 derniers mois

Intitulé de la prime (13 ^e mois, rachat de compte épargne temps, prime de vacances, prime exceptionnelle liée à l'activité)	Date de paiement	Montant servant aux calculs des droits de l'assurance chômage
Prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique	29/02/2024	64 06

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant 3864 09

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? oui ☒ non

Si oui, précisez laquelle

et précisez le nombre de jours ouvrables

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture 2356 80

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) 2356 80
dont indemnités

☒ légale de licenciement 2356 80
(Art L 1234-9 du C du T)

minimale de rupture conventionnelle
(Art L 1237-13 du C du T)
Montant correspondant à celui de l'indemnité
légale de licenciement

de fin de contrat à durée déterminée

de fin de mission

de départ à la retraite

spéciale de licenciement

spécifique de licenciement
(Art L 1235-15 du C du T)

due aux journalistes

légale de clientèle

légale due au personnel navigant de l'aviation civile

versée à l'apprenti en application de l'article L 6225-5 al 2 du C du T

compensatrice de compte épargne temps (CET)

due en raison d'un sinistre

autres indemnités légales

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective)

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction)

Une transaction est-elle en cours ? oui ☒ non

* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à France Travail

7. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) , DELANGUE

(prénom) Didier

agissant en qualité de :

chef d'entreprise

directeur

comptable

mandataire liquidateur

☒ gérant

responsable RH

administrateur judiciaire

autre (précisez) :

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui

est, je le rappelle, le suivant licenciement pour autre motif

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail

À VALBONNE

le 2 3 0 6 2 0 2 5

Signature

Cachet de l'entreprise

Personne à joindre concernant cette attestation

Didier DELANGUE

Email ddelangue@asd-int.com

Téléphone 0 4 . 9 2 . 3 8 0 8 0 5

A.S.D. INT
Représentation Fiscale et Douane
310, rue du Vaillon
BP 203 - 06004 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX
Tél. 04 92 38 08 05 - Fax. 04 92 38 05 27

**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR INTERNET**

www.francetravail.fr - m'inscrire / me réinscrire

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD) vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de France Travail. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.